



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Guerre civile au Soudan

Question au Gouvernement n° 964

Texte de la question

GUERRE CIVILE AU SOUDAN

Mme la présidente . La parole est à M. Steevy Gustave.

M. Steevy Gustave . Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, depuis 2023, une guerre ravage le Soudan. Dans la région du Darfour, des crimes atroces se répètent sous nos yeux : des enfants sont enrôlés de force, des femmes violées préfèrent se donner la mort plutôt que de subir, des villages entiers sont détruits parce qu'ils sont habités par des populations noires.

Il y a vingt ans, j'étais déjà engagé dans le collectif Urgence Darfour, aux côtés d'artistes, d'ONG et de citoyens français qui refusaient le silence. Vingt ans plus tard, les mêmes peuples subissent les mêmes représailles. Les Masalits, les Fours, les Zaghawa sont à nouveau massacrés par les mêmes milices, sous la direction d'un même homme : Hemedti. Le Darfour, c'est la géopolitique sans âme : un laboratoire du mépris où les peuples subissent le silence international. Au-delà d'une guerre entre deux camps, c'est le même scénario qui se répète : des puissances étrangères arment les belligérants, attendent le chaos et continuent de piller les sols. C'est hélas l'histoire tragique de l'Afrique, une histoire qu'il est temps, enfin, de faire cesser.

Les enquêtes de l'ONU et d'Amnesty International ont révélé le rôle des Émirats arabes unis, par lesquels transitent l'or et les armes des milices d'Hemedti, en violation des embargos internationaux. Elles ont aussi documenté la présence russe du groupe Africa Corps. La France, pays des droits de l'homme, ne peut rester spectatrice de cette tragédie. Elle doit nommer les choses. Elle doit dénoncer les responsables et agir avec courage.

La France est-elle prête à condamner clairement ces soutiens internationaux et à en tirer toutes les conséquences diplomatiques, notamment vis-à-vis des Émirats arabes unis ? Est-elle prête à agir fermement, avec l'Union européenne, pour que les pays voisins du Soudan empêchent le transit d'armes et de mercenaires ?

Tant que l'Afrique pleure seule, la conscience du monde restera coupable. Des Toubous de Libye aux peuples du Darfour, du Congo à l'Éthiopie, du Sahel jusqu'au Soudan, les mêmes larmes coulent, les mêmes silences tuent. Ce qui se joue au Darfour n'est pas une guerre africaine : c'est une question humaine. Quand un peuple est persécuté pour ce qu'il est, c'est l'humanité entière qu'on assassine. Et cette humanité, nous devons la défendre. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, EPR, LFI-NFP, SOC, Dem et GDR ainsi que sur quelques bancs du groupe HOR.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères . Vous avez raison : ce qui se passe au Soudan nous rappelle les pires heures de la guerre du Darfour, il y a vingt ans. C'est notre humanité qui est

engagée, au moment où deux tiers de la population soudanaise sont en situation d'insécurité alimentaire, où 13 millions de personnes, dont 4 millions d'enfants, ont été déplacées et où les Soudanaises et les Soudanais vivent depuis deux ans et demi un calvaire sans fin.

En revanche, comme je l'ai dit hier à votre collègue Abomangoli : non, la France n'est pas spectatrice car elle ne pratique pas le « deux poids, deux mesures ». Ainsi, c'est à Paris qu'un an après la reprise de cette guerre au Soudan, la communauté internationale s'est rassemblée pour que 2 milliards d'euros soient levés au profit des populations.

Mais apporter l'aide humanitaire indispensable ne suffit pas : il faut aussi savoir pointer les responsabilités. Quelques jours après la chute de la ville d'El Fasher sous les assauts des Forces de soutien rapide, nous avons condamné les atrocités à caractère ethnique auxquelles ces dernières se sont livrées et les avons appelées à interrompre immédiatement leur offensive au Darfour du Nord. (*Mme Marie Mesmeur s'exclame.*) Nous avons appelé toutes les parties tierces, tous les États externes qui soutiennent les belligérants à cesser de le faire et appelé au respect du droit international et du droit international humanitaire. Les embargos des Nations unies et de l'Union européenne doivent en particulier être respectés par tous et en toutes circonstances.

Mme Marie Mesmeur . Et sur les armes ?

Mme Sophie Taillé-Polian . Vous n'avez pas parlé des Émirats arabes unis !

Données clés

Auteur : [M. Steevy Gustave](#)

Circonscription : Essonne (3^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 964

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 novembre 2025